

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 24 (1932)
Heft: 9

Artikel: L'importance du pouvoir d'achat pendant la crise : contribution à la discussion sur les salaires
Autor: Weber, Max
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383871>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

de la faim et de la misère. Comme on le sait, le chômage n'a pas seulement un côté financier, mais aussi un côté moral.

Nous serions heureux si les instances compétentes vouaient leur attention à ce problème, le plus vite possible. Il est du devoir des ouvriers de chercher dans les nouvelles idées un remède au trouble des temps actuels.

L'importance du pouvoir d'achat pendant la crise.

Contribution à la discussion sur les salaires.

De Max Weber.

Les articles importants de la presse syndicale sur les conséquences de la baisse des salaires ont fait impression sur le public. Même dans les milieux qui sont complètement étrangers aux ouvriers, en particulier dans l'artisanat et l'agriculture, on se rend compte, aujourd'hui, que la baisse des salaires provoquerait une forte aggravation de la crise pour notre pays. C'est pourquoi ces classes populaires ne se laissent pas si facilement utiliser comme renfort, comme le désireraient les patrons, pour rejeter le prolétariat à un niveau d'existence inférieur. Maint représentant de l'agriculture et de l'artisanat se déclare en général contre la baisse des salaires, d'autres ne se mêlent pas à la discussion et abandonnent cette querelle aux secrétaires et journalistes des fédérations patronale *.

Il est donc compréhensible que, dans le camp patronal, on se donne la plus grande peine pour placer les effets de la baisse des salaires sous un tout autre jour et pour réfuter les arguments des syndicats. Mais, en ce faisant, les représentants patronaux se font de leur tâche une idée trop facile. Ils reprennent simplement les arguments qui ont servi en Allemagne pour la discussion des salaires, pour les appliquer tels quels à la Suisse, bien que, chez nous, la situation se présente tout autrement. Il est donc indiqué d'étudier de plus près ces prétentions.

L'argument de prédilection de la presse patronale est celui-ci : « La théorie du pouvoir d'achat des syndicats est fausse et réfutée depuis longtemps par la pratique ; car les Etats-Unis, par leurs hauts salaires, n'ont pas été préservés de la crise ; au contraire, elle

* Ce fait a visiblement exaspéré les secrétaires patronaux, car, dans l'« Arbeitgeberzeitung » du 20 août, ils sont enfin sortis de leur mutisme pour répondre à l'attitude des organisations ouvrières au sujet de la crise. Nous ne pouvons pas parler ici de cette réponse, car seule la première partie d'une polémique qui promet d'être assez longue, a paru et ne s'exprime pas encore d'une manière définitive. Ce qu'il faut retenir c'est qu'il a fallu près de cinq mois jusqu'à ce que l'organe hebdomadaire de la Fédération centrale des organisations patronales réponde au manifeste des syndicats.

les a frappés très durement ». Telle est la naïve objection soulevée du côté des entrepreneurs. De plus, il faut dire que les syndicats ne prétendent pas être les seuls à posséder un monopole sur la théorie du pouvoir d'achat. Des savants considérables et des patrons de génie, comme un Henry Ford, ont compris, depuis longtemps déjà, que la rationalisation industrielle n'a un sens que si elle est accompagnée d'une forte augmentation du pouvoir d'achat des masses. Alors seulement, il sera possible d'écouler la production intensifiée à l'aide de la rationalisation. Les syndicats ont aussi toujours attiré l'attention sur cette connexion. Mais, ils n'ont jamais prétendu qu'ils serait possible d'éviter la crise par les hauts salaires. De cette manière, nous renoncerions à notre opinion que les crises sont les conséquences de l'ordre économique capitaliste non dirigé, et nous n'avons pas la moindre raison pour cela. Les crises du capitalisme peuvent survenir aussi bien par les hauts que par les bas salaires. Mais la théorie du pouvoir d'achat signifie que la crise ne peut pas être surmontée par la baisse des salaires, qu'au contraire la réduction des traitements et des salaires provoque une aggravation de la crise.

Cependant, il est naturel que la situation ne se présente pas toujours de la même manière, et que cette conception peut subir des changements suivant des conditions spéciales.

Les objections principales soulevées par les entrepreneurs s'expriment ainsi: Ce n'est pas seulement la part du revenu public, payé sous forme de salaires, qui représente le pouvoir d'achat, mais aussi le *bénéfice des entreprises* et le *profit du capital*. Ces parts du revenu public sont dépensées pour la consommation de luxe, et en parties accumulées, c'est-à-dire changées en capital. Elles représentent alors un pouvoir d'achat soit pour la consommation de luxe, soit pour les biens destinés à la production. Un amoindrissement du revenu des patrons et de la classe capitaliste a pour conséquence une limitation de cette consommation, ce qui aggrave aussi la crise. De plus, la formation du capital doit rester proportionnée à la consommation des masses. Un trouble dans cette proportion, avant tout une diminution du pouvoir d'achat de biens pour la production en faveur du pouvoir d'achat de biens pour la consommation, conduit à la crise ou à l'aggravation de la crise. Du reste, les salaires ne signifient pas seulement pouvoir d'achat, mais aussi frais de production, et la crise ne peut être surmontée que par la compression des frais de production, c'est-à-dire par la baisse des salaires.

Le premier argument provient encore de l'enfance de la théorie économique libérale. A cette époque, les économistes nationaux avaient la crainte continuelle de ne pas avoir assez de capitaux; et ils voyaient dans le manque de capitaux la cause la plus importante des crises. La science économique est déjà revenue depuis longtemps de cette considération superficielle, et dans la crise actuelle, chaque homme d'intelligence moyenne comprend qu'elle

n'est pas due à un manque de capitaux, mais au contraire, au fait que la progression de la consommation ne marche pas de pair avec l'ampleur de l'énergie productive. Dans quelques pays, surtout dans l'Europe centrale, des circonstances spéciales se présentent sur lesquelles nous nous arrêterons encore.

Dans ces derniers temps, la théorie de la politique sociale en Allemagne s'est activement occupée du problème des salaires et a provoqué toute une série d'excellents travaux **.

Si les représentants patronaux suisses veulent déjà utiliser cette théorie, nous devons pourtant les prier d'en exposer les éléments et de les appliquer à la situation concrète de la Suisse.

L'exposé de Massar est fondamental. Il a spécialement étudié cette question: comment la revendication des hauts salaires ou de l'augmentation des salaires doit être jugée du point de vue de la théorie économique. Il distingue les facteurs suivants qui peuvent être donnés comme motifs pour ou contre les hauts salaires: rendement du travail, structure du pouvoir d'achat, formation du capital, exportation, conjoncture du pouvoir d'achat.

L'*argument du rendement* d'après lequel les hauts salaires seraient désirables parce qu'ils provoquent une augmentation du rendement du travail, est aujourd'hui relégué à l'arrière-plan. Il ne joue pas non plus un rôle important pour les syndicats, au moment où l'on fabrique beaucoup trop de marchandises et où le problème ne se trouve pas dans l'augmentation de la production, mais dans le pouvoir d'achat.

L'argumentation de la *structure du pouvoir d'achat* part de ce principe qu'une augmentation de la grande production en série n'exige pas une augmentation correspondante des frais de production, mais qu'elle peut être exécutée avec des frais relativement réduits. Une augmentation des salaires qui entraîne une plus forte demande de marchandises de grande production signifie ainsi une économie de frais. Ce facteur joue naturellement aussi un rôle inverse dans la crise: chaque affaiblissement du pouvoir d'achat est en rapport avec une augmentation des frais de production, parce que les frais se répartissent sur un débit de marchandises toujours plus petit.

Cependant, l'argument du pouvoir d'achat prend une importance particulière sous l'influence des fluctuations des conjonctures (*argument de la conjoncture du pouvoir d'achat*): un raffermissement du pouvoir d'achat du prolétariat dans les conjonctures ascendantes a pour conséquence un adoucissement des phénomènes

** Mentionnons ici les ouvrages les plus récents qui ont été publiés par la Société allemande pour la réforme sociale comme rapports à l'Association internationale pour le progrès social:

Karl Massar. *Lohnpolitik und Wirtschaftstheorie*. Editeur: Mohr, Tübingue, 1932. 172 pages.

J. Marschak. *Die Lohndiskussion*. Mohr, Tübingue. 62 pages.

Ludwig Heyde. *Die Lohnfrage*. G. Fischer, Jena. 62 pages. Ces trois travaux se distinguent par une grande objectivité.

de crise. Nous sommes certainement du même avis que Massar qu'un accroissement du pouvoir de consommation des salaires et des traitements ne conduit pas à la suppression totale des crises et du chômage; mais il faut souligner énergiquement ce que le prudent théoricien allemand ajoute: « Sans doute, la consolidation réelle du pouvoir d'achat pourrait être de ces mesures, qui réunies avec d'autres (par exemple des alternances dans le pouvoir d'achat), pourraient être propres à éviter de grandes pertes économiques au cours d'une crise normale de débit ».

Des objections ne peuvent être élevées contre la politique des hauts salaires que de deux côtés. La première est celle déjà mentionnée que l'augmentation des salaires peut limiter la formation des capitaux (*argument de la formation des capitaux*). A cet égard, on peut faire remarquer qu'à partir d'une certaine limite, l'augmentation des salaires a pour conséquence des économies croissantes, de sorte qu'il se forme aussi des capitaux du côté ouvrier. Et, pour finir l'*argument de l'exportation*, qui est aussi suffisamment connu en Suisse par les articles de la presse patronale: les salaires doivent être adaptés à ceux de l'étranger pour pouvoir accroître ou du moins maintenir l'exportation.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la situation se présente tout autrement pour l'Allemagne, ce qui se fait aussi sentir fortement dans la discussion des salaires. Depuis la guerre, l'Allemagne est un pays où manquent les capitaux. Malgré cela, elle commit la faute d'utiliser de grands capitaux pour l'organisation de son appareil producteur, ce qui plus tard, dans la crise, s'avéra être un mauvais placement pour la majeure partie. Si l'Allemagne avait agi avec ses propres ressources, cela signifierait simplement qu'une partie du revenu public a été employée par les patrons pour la consommation de valeurs de production. La fatalité de l'économie allemande veut pourtant que ces capitaux qui n'ont amené aucune augmentation de la productivité, mais qui représentent aujourd'hui une perte, ne furent pas fournis par sa propre fortune, mais par le capital étranger. Ces dettes vis-à-vis de l'étranger devraient, maintenant en pleine crise, encore payer des intérêts et être amorties. C'est pourquoi l'économie allemande subit une dépression formidable, et il est compréhensible que beaucoup sont d'avis que la formation de capitaux est tout d'abord nécessaire pour se délivrer de l'esclavage des dettes étrangères. Seulement, l'économie allemande est un tonneau sans fond, parce que la reformation des capitaux est plus que compensée par leur fuite; de sorte que les sacrifices énormes supportés par les ouvriers sont inutiles. C'est du reste absolument faux de la part des patrons suisses de prétendre que les économistes nationaux allemands défendent la baisse des salaires pour les motifs mentionnés. Bien qu'il n'y ait aucune réserve, bien que règne un formidable trafic de capitaux, ils mettent en garde contre la politique de la baisse des salaires. Marschak l'avait déjà fait il y a deux ans, et Massar, sur l'objection

que la politique des salaires doit faciliter l'exportation, renvoie aux limites économiques de l'augmentation de l'exportation qui ne peut se faire qu'aux dépens d'autres pays et doit avoir des réactions économiques et politiques. Il ajoute encore: « Du point de vue de l'économie sociale et nationale, il n'est pas juste d'abaisser les prix de l'exportation au moyen de la réduction des salaires des ouvriers indigènes. Un tel procédé aurait comme résultat final de satisfaire les consommateurs étrangers avec des marchandises bon marché, aux dépens du niveau de vie des salariés indigènes. »

La mise au point des *syndicats suisses* au sujet de la politique des prix et des salaires s'explique le mieux par ce que Massar désigne comme la théorie des conjonctures du pouvoir d'achat. En Suisse, la crise s'est manifestée moins par des troubles dans la croissance de l'économie indigène que par le recul du pouvoir d'achat et aussi de la volonté d'achat à l'étranger. L'économie politique syndicale a pour but de préserver le plus possible de la crise l'économie indigène saine en soi. De là, la revendication du maintien des salaires au niveau du salaire nominal existant jusqu'ici. C'est parfaitement possible et ne demande aucun sacrifice pour l'industrie et l'artisanat qui travaillent pour le marché intérieur. Au contraire, c'est la seule voie pour assurer une occupation suffisante à ces entrepreneurs.

Une impasse subsiste cependant pour les branches économiques qui tiraient leurs revenus de leurs rapports avec l'étranger, c'est-à-dire de l'exportation, et aussi du trafic des étrangers. Cette perte doit être couverte d'une manière ou d'une autre, car le revenu économique public ne peut provenir que d'un rendement de travail productif; aucun pouvoir d'achat ne peut sortir du néant. Si une limitation du revenu provient de l'exportation, elle se répercutera en un cercle vicieux sur les autres branches de l'économie. Il serait cependant possible de briser ce cercle. La perte du pouvoir d'achat de l'industrie d'exportation peut être en partie couverte par des réserves, c'est-à-dire par les fortunes nettes réunies de l'économie publique. Cela peut se faire facilement en Suisse parce qu'elle est un pays riche et parce qu'ici ne règne pas le manque de capital, mais qu'il y en a de superflu. Les capitaux qui, maintenant, ne servent à rien, et qui, à la première occasion, prendront le chemin de l'étranger, doivent être employés à *fournir des fonds à la réalisation des travaux publics* et à *secourir les chômeurs*. Cela signifie, en quelque sorte, la mise en marche ou le démarrage de l'économie à l'aide de la politique sociale. Cette idée peut être réalisée sous deux formes. L'Etat peut se procurer les ressources financières nécessaires, soit par des emprunts, soit par des impôts. A mon avis, l'impôt est préférable parce que l'Etat, s'il ne se charge pas de bâtir lui-même, ne possède pas non plus le produit du travail, et il doit cependant amortir la dette d'une manière quelconque. Mais dans les deux cas, les ressources ne seront pas prises à la consommation. Les prêts attireront les grands capitaux qui sont disponibles

aujourd'hui. Il y a de l'argent qui attend peut-être d'être employé dans la production, mais il ne sera pas utilisé avant que les biens de consommation aient fortement augmenté. De même, le moyen de se procurer des ressources par un impôt, s'il est appliqué dans la forme proposée par les syndicats en imposant les gros revenus et les fortunes, la capacité de consommation ne sera pas diminuée; mais les ressources qui devront être livrées au fisc dormiront quand même dans les banques. Le programme de crise des syndicats veut donc la transformation des ressources qui, aujourd'hui, ne représentent pour la plus grande partie qu'un pouvoir d'achat latent, en une capacité d'achat qui se fera sentir immédiatement par la fructification de toute l'économie.

En résumé, je constate que la discussion des salaires, en Allemagne, pour autant qu'elle est débattue de manière objective, est bien loin de coïncider avec l'opinion des patrons. Cela est d'autant plus remarquable que son point de départ est la situation désespérée de l'économie allemande qui ne trouve pas de soulagement du côté du capital pour mener une politique défensive efficace contre la crise. La Suisse, dans sa situation incomparablement plus favorable, peut prendre un tout autre chemin. Elle ne doit pas imiter la politique de baisse de l'Allemagne qui transformerait notre économie publique en un tombeau de notre industrie. C'est pourquoi les syndicats défendront, de tout leur pouvoir, leur revendication pour le maintien de la capacité d'achat.

Il y va du sort de 100,000 chômeurs et de 800,000 salariés. Oui, il y va du sort de tout un peuple. Les patrons et les propriétaires de capitaux livrent leur lutte de classe pour le maintien de leurs profits. Nous ne pouvons pas les en empêcher. Mais il ne faut pas qu'ils prennent leurs intérêts pécuniaires pour ceux de la généralité.

Les syndicats luttent bien pour une classe. Cette classe n'est que celle des déshérités dont les conditions d'existence, surtout en temps de crise, sont des plus tragiques. Cette lutte pour l'élévation des couches inférieures n'est pas seulement une nécessité sociale, mais elle a la plus grande importance au point de vue économique. La conviction de travailler pour une cause noble donne aux organisations ouvrières une énergie jamais défaillante et qui leur permettra de surmonter avec le temps, les plus grandes difficultés. Nous sommes heureux de constater que la science reconnaît elle aussi l'importance des syndicats. C'est ainsi que le professeur Heyde termine sa brochure sur la question des salaires par ces mots de reconnaissance: « C'est précisément cette patience inlassable qu'exige l'élévation des masses, qui ennoblit le travail des syndicats et lui donne la dignité de générations de volonté et d'action constantes. »